



SCB Cameroun

Groupe Attijariwafa **bank**

RAPPORT ANNUEL 2017

Société Commerciale de Banque Cameroun,
Société Anonyme au capital de 10,54 milliards de FCFA
Direction Générale 530 Rue du Roi George, B.P.: 300 Douala

Sommaire

01

04 Profil de la Banque

02

08 Gouvernance & Stratégie de l'entreprise

10 Organes statutaires

11 Organisation de l'entreprise

15 Performances / Chiffres-clés

03

17 Rapport de Gestion

19 Rapport du Conseil d'Administration

21 Bilan et Hors bilan

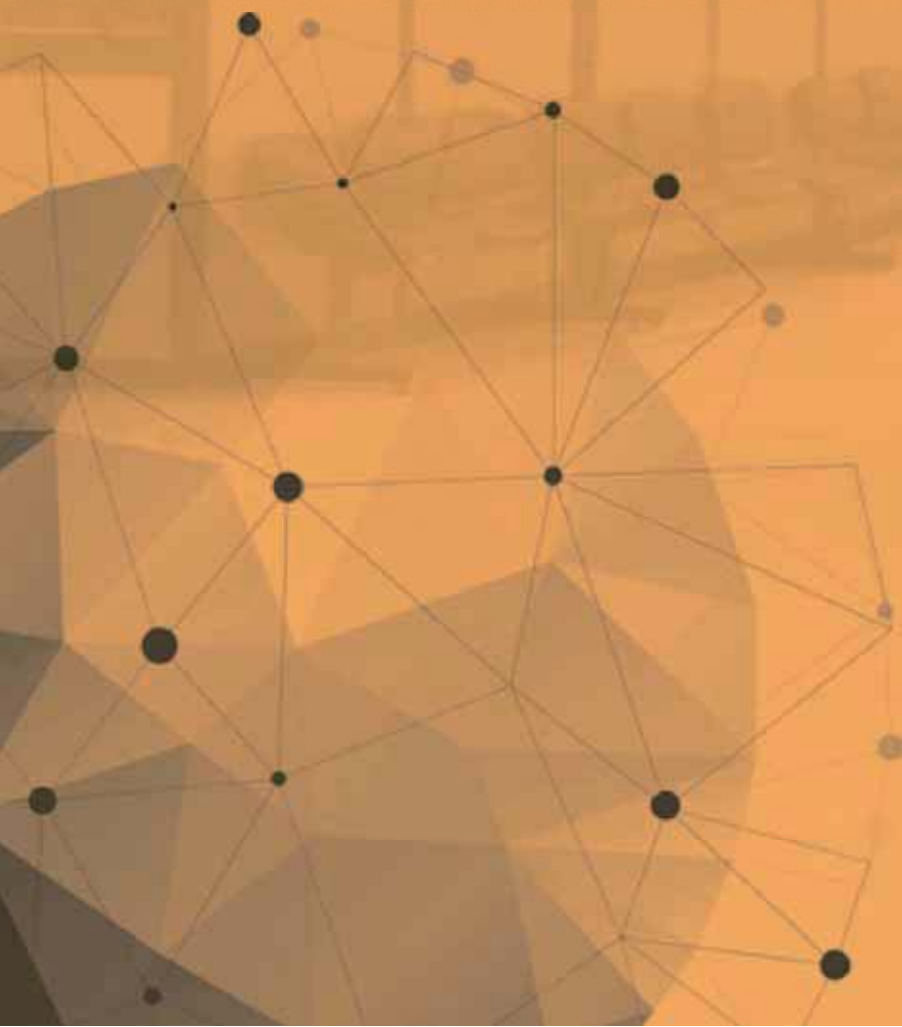
23 Compte de résultat

04

26 Contacts

01

Profil de la Banque



Premier réseau bancaire et monétique

au Cameroun et en Afrique Centrale

Premier acteur financier

Salle des marchés, Leader des activités de marché

541 collaborateurs / 56 agences

Plus de 226 000 clients / Présence dans les dix régions

SCB Cameroun,

une banque citoyenne

Gros Distributeur de crédits aux particuliers

1ère banque de proximité

1er acteur des activités de marché

Situation des Ressources Humaines

Le Plan Stratégique, adopté par SCB Cameroun en 2011, s'accompagne d'un rythme de croissance soutenu, d'un grand chantier de régionalisation et de l'adaptation des bonnes pratiques managériales. La politique des ressources humaines joue donc un rôle majeur dans l'accompagnement de ces évolutions.



Collaborateurs	541
Femmes	46%
Moyenne d'âge	38 ans
Recrutements	10

e-banknet

Banking anytime, anywhere !

<https://www.ebanknet.scbcameroun.com>

OK

Interactive
Messaging

Transfers

Secured access

Account's
balance



SCB Cameroun

Groupe Attijariwafa bank

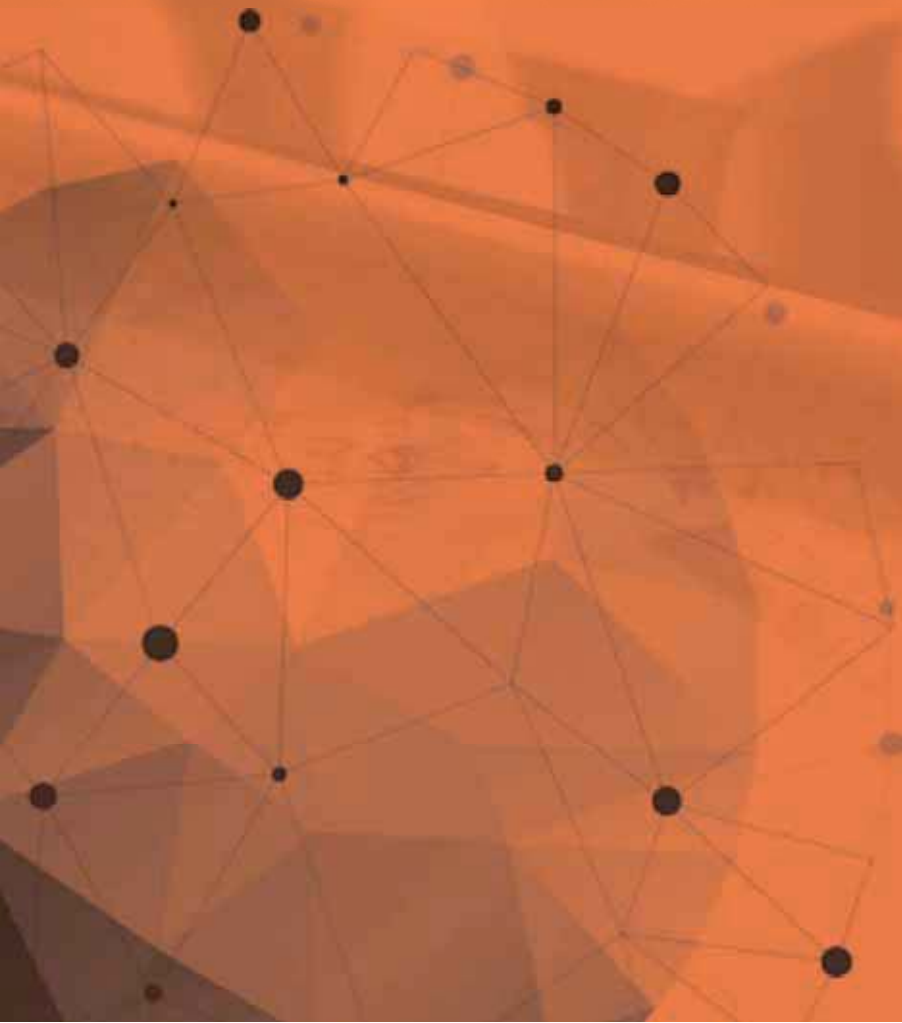
530 Rue du Roi George,
BP : 300 Douala Cameroun
Tél : [+237] 233 43 53 00

www.scbcameroun.net



02

Gouvernance & Stratégie de l'entreprise





P. 10 Organes statutaires
P. 11 Gouvernance de l'entreprise
P.15 Performances - Chiffres clés

Organes statutaires

En conformité avec la réglementation en vigueur, notamment les règlements :

- N°0408 CEMAC/UMAC/COBAC relatif au Gouvernement d'entreprise dans les établissements de crédit de la CEMAC,
- COBAC R-2016/04 relatif au contrôle interne des établissements de crédits et holdings financières,

SCB Cameroun a adopté comme leitmotiv la mise en œuvre opérationnelle des principes de bonne gouvernance.

Celle-ci s'appuie sur de multiples instances de gestion, de pilotage et de contrôle des risques, au service de la qualité et de la performance.

Les instances de gouvernance sont :

- I. LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
- II. LE COMITÉ EXÉCUTIF
- III. LE COMITÉ DE DIRECTION

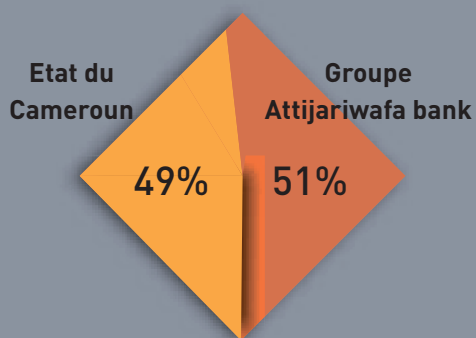
Les statuts de la banque définissent les modalités d'organisation, de tenues des réunions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration, ainsi que de fonctionnement de la Direction Générale.

Les chartes des comités émanant du Conseil d'Administration, ainsi que celle du Comité Exécutif, regroupent l'ensemble des attributions, des droits et obligations liés à l'appartenance à ces comités, notamment en matière de fonctionnement, d'organisation et de confidentialité de l'information.

Une charte du Gouvernement d'entreprise et plusieurs comités ont été mis en place, en conformité avec la réglementation en vigueur ou les normes et usages du Groupe Attijariwafa bank.

ACTIONARIAT

Au 31 Décembre 2017
Capital 10,54 milliards FCFA



ACTIONARIAT DE REFERENCE

Le Groupe Attijariwafa bank à travers ses filiales et lignes de métiers apporte à SCB Cameroun toute son expertise et savoir-faire, acquis au fil de ses expériences au Maroc et à l'international.



Gouvernance d'entreprise

Charte du Gouvernement d'entreprise

SCB Cameroun a mis en place un ensemble de principes directeurs et de comportements qui régissent la supervision et le contrôle de ses activités.

Les principes adoptés sont principalement énoncés dans le règlement N°0408 CEMAC/UMAC/COBAC relatif au Gouvernement d'entreprise dans les établissements de crédit de la CEMAC, de la politique du groupe Attijariwafa bank et des bonnes pratiques en la matière.

SCB Cameroun cherche par ce fait, à établir un équilibre entre d'une part, l'esprit d'entreprise et le contrôle, et d'autre part, la performance et la conformité à ces règles.

Comité de gouvernement d'entreprise

Le Comité du gouvernement d'entreprise a été institué par le Conseil d'Administration dans le cadre du renforcement de la gouvernance de SCB Cameroun, en vue de se conformer à l'article 35 du Règlement N°0408 CEMAC/UMAC/COBAC relatif au Gouvernement d'entreprise dans les établissements de crédit de la CEMAC.

Sa mission principale est d'assister le Conseil d'Administration dans l'application des principes directeurs du gouvernement d'entreprise énoncés dans la Charte du Gouvernement d'entreprise. Ces principes sont au nombre de vingt et couvre aussi bien l'application des principes, le respect des chartes des comités émanant du Conseil et l'évaluation de leurs fonctionnements, l'évaluation du fonctionnement du Conseil d'Administration et des administrateurs.

Comité d'audit et des comptes

Il a été établi conformément à l'article 25 du règlement COBAC R-2016/04 relatif au contrôle interne dans les établissements de crédit et les holdings financières, qui exige la mise en place d'un comité d'audit au sein des établissements assujettis.

Il assiste le Conseil d'Administration dans la supervision de la mise en place et du suivi du système de contrôle interne de l'établissement par la Direction Générale ainsi que de l'examen des arrêtés comptables.

Comité de Rémunération

Le Comité de rémunération a été institué par le Conseil d'Administration de SCB Cameroun en vue de se conformer aux articles 35, 36 et 40 du Règlement N°0408 CEMAC/UMAC/COBAC relatif au Gouvernement d'entreprise dans les établissements de crédit de la CEMAC ainsi que le Règlement COBAC R-2016/04 du 08 mars 2016, relatif au contrôle interne dans les établissements de crédit et les holdings financières (Articles 39 et 53).

Sa mission principale est d'assister le Conseil d'Administration dans la fixation de la rémunération des administrateurs, des dirigeants, et des personnes affectées à l'Audit interne ou au Contrôles des Opérations.

Charte de Contrôle Interne

Elle est établie en application de l'article 22 du règlement COBAC R-2016/04 relatif au contrôle interne dans les établissements de crédit et les Holding financières.

Elle précise notamment :

- ▶ les éléments constitutifs du dispositif de contrôle interne au sein de SCB Cameroun et les moyens de leur mise en œuvre (procédures, outils de contrôle interne...);
- ▶ les règles qui assurent l'indépendance des dispositifs de contrôle vis-à-vis des unités opérationnelles ;
- ▶ les différents niveaux de responsabilité de contrôle.

Cette charte fait l'objet d'un examen annuel et d'une mise à jour au moins une fois tous les trois (03) ans, en vue d'adapter ses dispositions aux nouvelles prescriptions légales et réglementaires ainsi qu'à l'évolution de l'activité de l'établissement, de l'environnement économique et financier et des techniques d'analyse.



Conseil d'Administration

au 31 décembre 2017

Martin Aristide OKOUDA

Président du Conseil d'Administration

Mohamed EL KETTANI

Administrateur

Président Directeur Général Attijariwafa bank

Boubker JAI

Administrateur

Directeur Général Attijariwafa bank

Richard EVINA OBAM

Administrateur - Directeur Général

Caisse Autonome d'Amortissement

Ismail DOUIRI

Directeur Général Attijariwafa bank

Administrateur Représentant Permanent AWB

Omar BOUNJOU

Administrateur

Directeur Général Attijariwafa bank

Achille Nestor BASAHAG

Administrateur

Directeur de la Comptabilité Publique (MINFI)

Jamal AHIZOUNE

Administrateur

Directeur Général Adjoint Attijariwafa bank

Comité Exécutif

au 31 décembre 2017

1 Mohammed MEJBAR

Directeur Général

4 Daniel BOURFANE

Responsable Pôle Gestion Globale des Risques

2 Victor-Emmanuel MENYE

Directeur Général Adjoint

5 Patrick ONDOA FOUDA

Responsable Pôle Finances

3 Mohamed SEROUIS

Secrétaire Général

PROFESSIONNELS ET ENTREPRISES

Simple, rapide et économique

*Facilitez-vous les affaires
en ouvrant un compte
chez SCB Cameroun!*

**COMPTE
COURANT**

**COMPTE
A TERME**

**BON DE
CAISSE**

Pièces à Fournir :

- Statut harmonisé aux normes OHADA
- Acte de désignation des dirigeants
- Extrait du registre de commerce
- Attestation de localisation
- Pièces d'identité et 02 photos 4x4 des dirigeants
- Carte de contribuable
- Autorisation d'exercice (profession réglementaire)

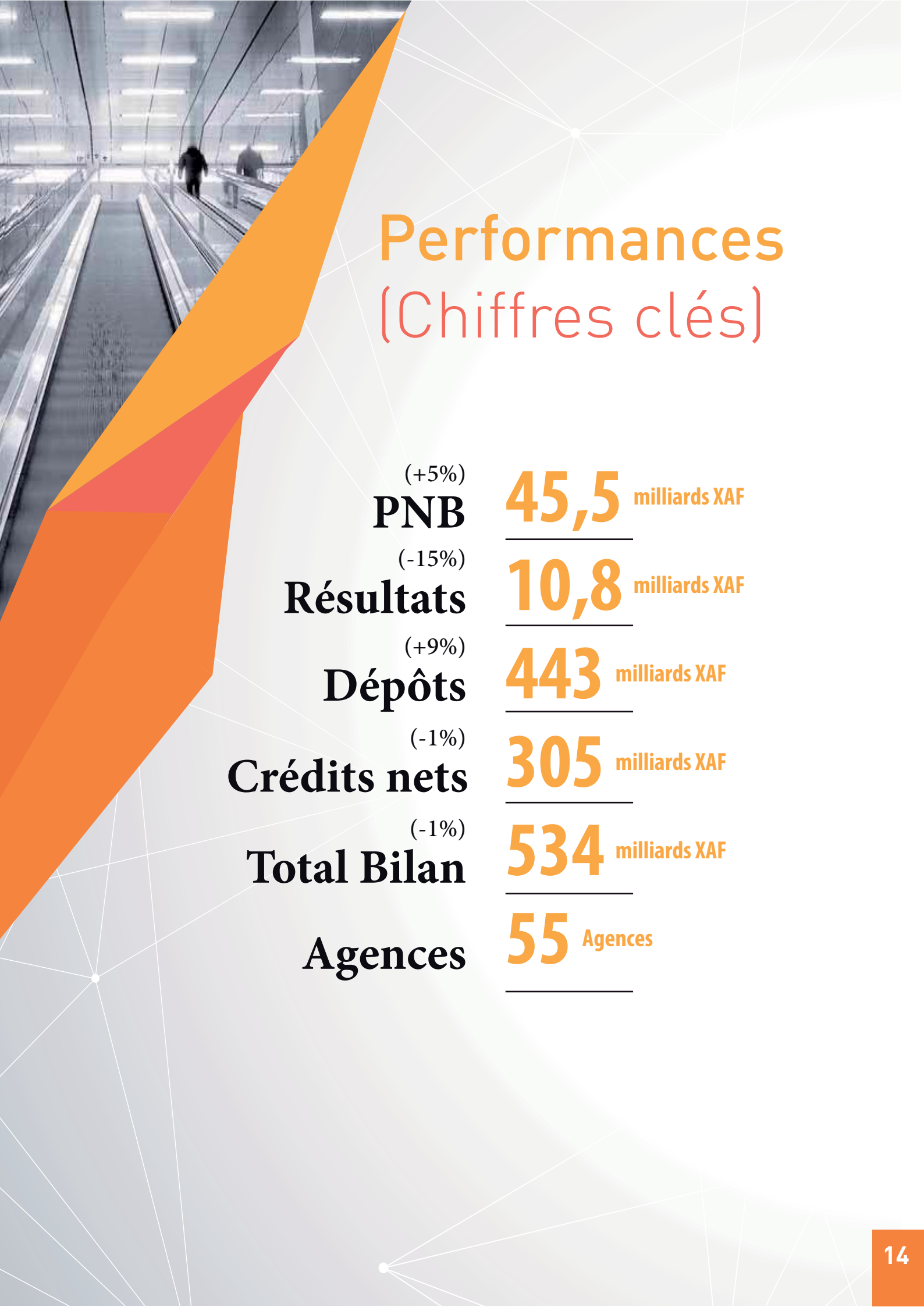


SCB Cameroun

Groupe Attijariwafa bank



VISA WESTERN UNION WU
available in all our branches



Performances (Chiffres clés)

(+5%)
PNB **45,5** milliards XAF

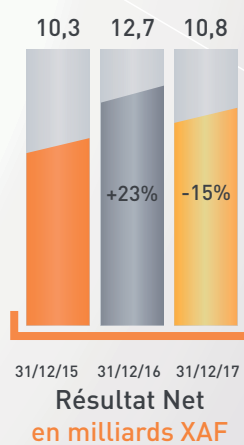
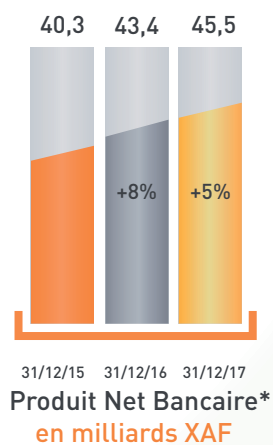
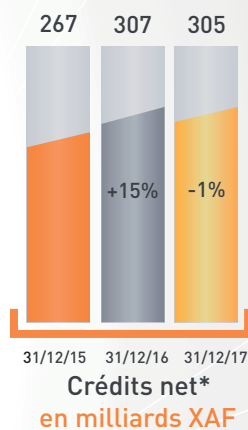
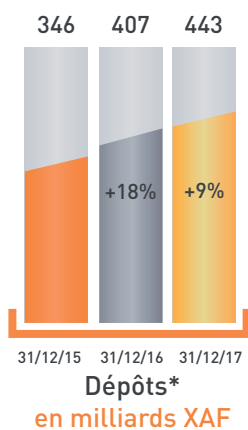
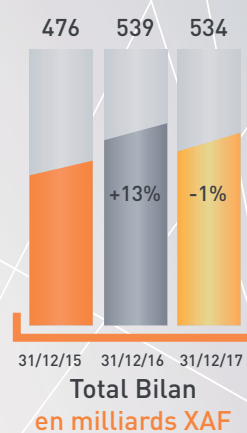
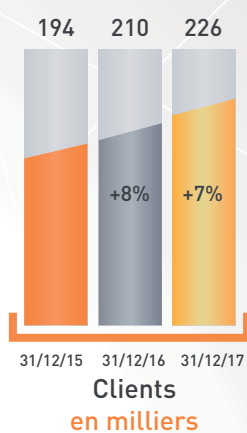
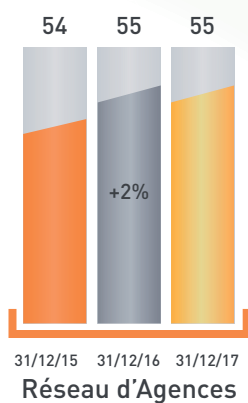
(-15%)
Résultats **10,8** milliards XAF

(+9%)
Dépôts **443** milliards XAF

(-1%)
Crédits nets **305** milliards XAF

(-1%)
Total Bilan **534** milliards XAF

Agences **55** Agences



Rapatriment de devises

Recevez **gratuitement** vos devises
sur votre compte au Cameroun



Devises concernées

- | | |
|-------------------|----------------|
| ▣ Livre Sterling | ▣ Franc suisse |
| ▣ Euro | ▣ Dirham |
| ▣ Dollar US | ▣ Yen japonais |
| ▣ Dollar canadien | |



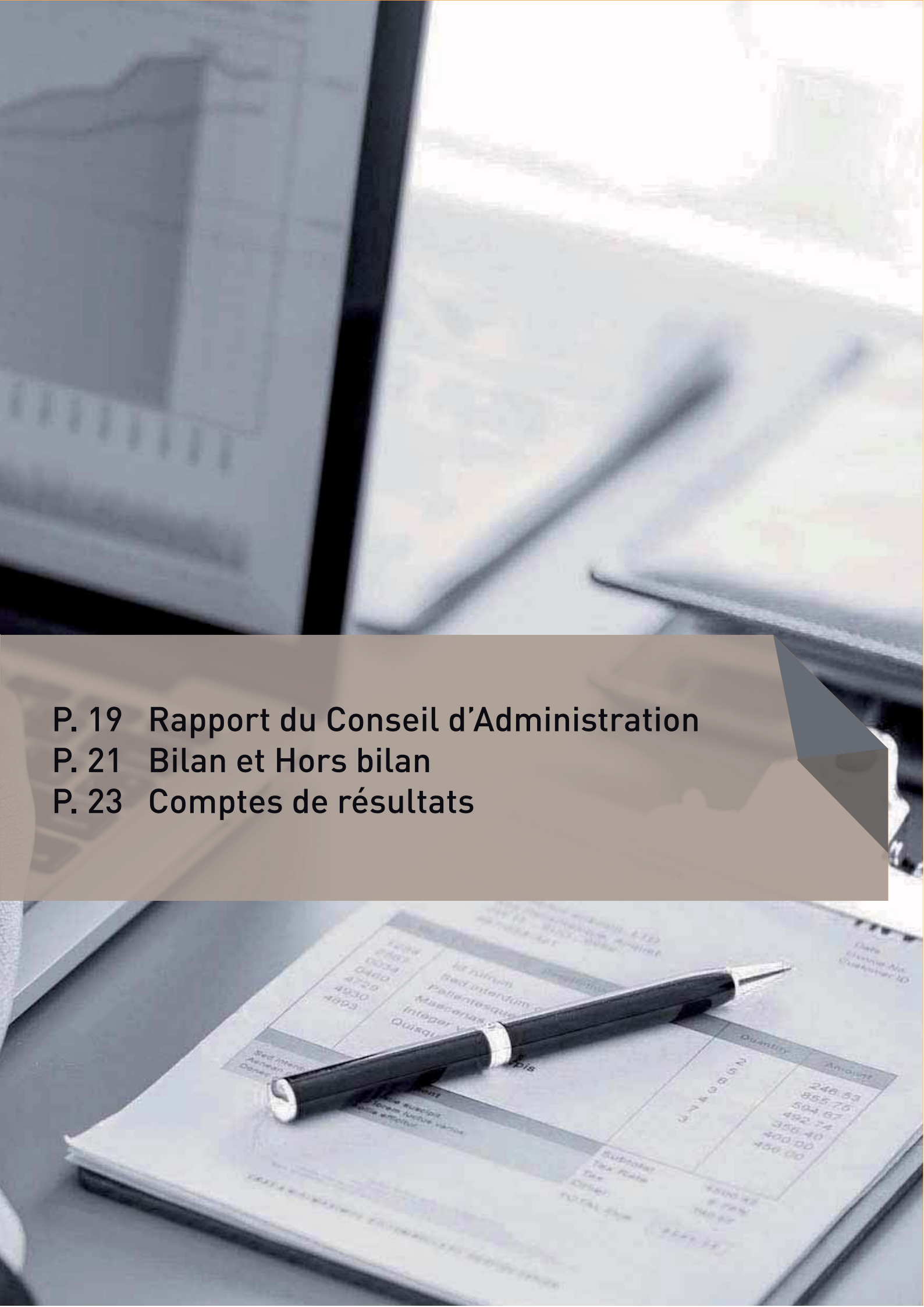
SCB Cameroun

Groupe Attijariwafa **bank**

03

Rapport de Gestion





P. 19 Rapport du Conseil d'Administration
P. 21 Bilan et Hors bilan
P. 23 Comptes de résultats



		Quantity	Amount
Subtotal		240.53	
Tax Rate		855.75	
Gr		504.67	
Order		492.75	
TOTAL Due		358.40	
		400.00	
		450.00	

Rapport du Conseil d'Administration - Assemblée Générale

Le 18 Mai 2018 à Douala

Conformément aux Statuts de votre société en ses articles 32 et 33, vous avez été convoqués en Assemblée Générale Ordinaire, pour prendre connaissance des conditions dans lesquelles les activités de la Société Commerciale de Banque Cameroun (SCB Cameroun) se sont inscrites au cours de l'exercice 2017, des résultats atteints, et pour recevoir en vue de leur approbation, les Comptes au 31 décembre 2017 arrêtés par votre Conseil d'Administration.

1. Contexte économique et financier de l'exercice 2017

Le contexte économique et financier mondial a été marqué ces dernières années par des crises à diverses échelles, d'une ampleur significative. (Crise financière mondiale 2008-2009, Crise européenne de la dette souveraine entre 2010 et 2012, la détérioration récurrente des termes de l'échange). Ces crises et les chocs qui les accompagnent (BREXIT par exemple), semblent désormais maîtrisés au moins à l'échelle de l'économie mondiale, permettant ainsi des espoirs de reprise de l'activité et du commerce international.

Selon le rapport des Nations Unies (Situation et perspectives de l'économie mondiale 2018), la croissance économique mondiale s'est établie selon les estimations à 3 % en 2017. Ce taux constitue une hausse importante par rapport à 2016 (2,4 %). Il convient de relever que c'est le niveau le plus élevé enregistré depuis plus de 7 ans. Dans plusieurs pays, les indicateurs du marché du travail continuent de s'améliorer et les deux-tiers environ des pays du monde ont connu une croissance plus forte en 2017 que l'année précédente.

Bien que les régions de l'Asie du Sud et de l'Est soient les régions les plus dynamiques du monde, la reprise économique récente reste le résultat pour l'essentiel, du renforcement de la croissance dans plusieurs économies développées. Il faut toutefois noter l'effet positif de l'amélioration conjoncturelle observée dans les pays sortant actuellement de récession, comme l'Argentine, le Brésil, la Russie et le Nigéria.

Si l'embellie est de mise pour les pays avancés, en ce qui concerne les pays les moins avancés (PMA), en plus des ressources financières à apporter, il conviendrait de mettre

en œuvre ou de poursuivre les réformes structurelles et institutionnelles. L'objectif de développement durable, d'un maintien à au moins 7 % de la croissance du produit intérieur brut à court terme n'est pas pour bientôt.

La zone Afrique subsaharienne reste fortement tributaire de la faible diversification du tissu économique de la plupart des pays qui la composent. D'autre part, l'environnement sécuritaire n'est pas pour faciliter les échanges SUD-SUD déjà peu significatifs.

Du fait notamment de la reprise de la production pétrolière au Nigéria, de la stabilité des économies hors pétrole et des conditions climatiques plutôt favorables, la croissance devrait se situer à 2,6 % en 2017, avec un certain nombre de pays ayant une croissance de plus de 5 %. Il n'en demeure pas moins que 12 pays représentant 40 % de la population devraient voir leur revenu par habitant diminuer. La dette publique augmente rapidement dans l'ensemble, y compris dans les pays à croissance rapide. D'où les interventions du FMI, afin de mettre en œuvre les assainissements budgétaires prévus et opérer des réformes nécessaires.

Fortement tributaire des revenus du pétrole, les pays membres de la CEMAC ont été particulièrement touchés par la baisse des cours du pétrole qui représentait 74 % environ des exportations en 2014. Cette baisse a profondément affaibli leurs soldes extérieurs et budgétaires. La baisse des recettes pétrolières et le maintien de politiques budgétaires optimistes par les pays membres, ont contribué à un accroissement des déficits budgétaires et de la dette publique, (de 27 % du PIB en 2014 à 50 % du PIB en 2016), malgré les réductions de dépenses opérées au départ par certains pays membres.

Selon les prévisions du FMI, le Cameroun devrait une nouvelle fois afficher une évolution de son produit intérieur brut à la baisse (3,7% en 2017 contre 4,7% en 2016), en lien avec la baisse des recettes pétrolières pour l'essentiel. Pour les années à venir, elle devrait retrouver sa vigueur (4.2% en 2018, puis 4.8% en 2019 et +5% à partir de 2020), boostée par les grands projets d'infrastructures notamment dans les secteurs de l'énergie et des transports, et ceux liés à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de football 2019.

La dette publique totale reste maîtrisée. Elle devrait atteindre 33,7% du PIB en 2017, contre 31,6% du PIB en 2016, le seuil communautaire étant de 70%.

Selon les données disponibles pour 2017, le Cameroun a observé tous les critères de convergence de la zone CEMAC, à l'exception de celui relatif aux arriérés. Il faut également noter que le Cameroun a remboursé en totalité et par anticipation en août 2017, la dette titrisée (échéance 2026) portée par le système bancaire à hauteur de 80 milliards de FCFA.

La balance commerciale (biens et services) reste structurellement déficitaire. Toutefois, le déficit tend à se réduire (passant de -532 milliards de FCFA en 2014 à -445 milliards de FCFA en 2017) sous l'effet de la décélération des importations.

Après avoir obtenu le satisfecit du FMI sur le déroulement du programme économique triennal (2017 -2019), l'Etat du Cameroun a bénéficié fin décembre 2017 d'un nouveau décaissement de 65 GXAF dans le cadre de l'accord de Facilité Elargie de Crédit conclu avec le FMI en juin 2017 et portant sur 370 GXAF.

S'agissant des prix, l'inflation devrait rester très faible à 0,7% en 2017, bien en-dessous du seuil communautaire et présenterait une perspective stable à moyen terme.

En ce qui concerne l'environnement bancaire en zone CEMAC, le système bancaire Camerounais est constitué de 14 Banques, dont une à capitaux publics, spécialisée dans le financement des PME. Bank of Africa (BOA) a obtenu son agrément mais n'est pas encore opérationnelle. CCA, établissement de micro-finance (43 agences) a également obtenu son agrément pour l'exercice de l'activité bancaire.

Le marché reste dominé par les cinq premiers acteurs (dont la PDM cumulée est de 69%). Ils concentrent leurs interventions sur quelques signatures de qualité et sur les entités et agents du secteur public (l'Etat restant le premier employeur et la part de l'informel dans l'économie dépassant les 30% du PIB).

La situation de liquidité du système bancaire s'est améliorée à la faveur des mesures prises par la BEAC (durcissement des conditions de refinancement en devises, assouplissement de la règle de constitution des réserves obligatoires

et mise en place de nouveaux mécanismes de transmission monétaire) et des ajustements opérés par les principales banques (accélération de l'effort de collecte par rapport à la vitesse distribution des crédits).

Pour la COBAC, la solidité du secteur reste un sujet de préoccupation, d'où un renforcement des règles prudentielles.

2. Environnement bancaire en 2017

Le système bancaire camerounais est constitué de 14 banques opérationnelles et deux en cours de lancement (BOA et CCA). CCA est un Etablissement de micro-finance camerounais qui possède un réseau de 43 agences. Le réseau d'agences bancaires est actuellement composé de 303 points de vente répartis dans 36 villes.

En liaison avec une conjoncture économique difficile, une situation de liquidité fragile et une accélération de la contentualité, le marché a amorcé les premiers ajustements qui auront consisté à réduire l'appétit pour la distribution des crédits et à opérer un effort de collecte de ressources à terme, afin de reconstituer les marges de manœuvres.

Par ailleurs, malgré un effort de bancarisation observé ces cinq dernières années par les principaux acteurs et sous l'impulsion de la SCB Cameroun, la part des ressources attribuées à la clientèle des particuliers est restée stable autour de 39% depuis 2011 (avec une croissance moyenne de +6.9%).

3. Activités de SCB Cameroun en 2017

En ce qui concerne les résultats financiers à fin décembre 2017 :

■ Les ressources collectées connaissent une augmentation de GXAF 36 (+9%) pour un total de GXAF 442 (TRO 99%). La répartition entre ressources non rémunérées et celles rémunérées est de 60/40, la banque ayant acquis au cours du second trimestre 2017 de nouveaux DAT pour un montant de GXAF 17, pour faire face à une situation difficile de liquidité.

■ Les emplois de la clientèle connaissent une légère contraction (-1%), à GXAF 305 (TRO 91%), du fait de l'effort d'amélioration du rendement moyen des crédits

■ Le PNB a connu une progression de 4 % à GXAF 45,7 (TRO 96%) s'appuyant d'une part sur la marge d'intérêt clientèle (+5%), la très légère progression des commissions (+1% ; GXAF 17 ; TRO 94%).

■ Les charges générales d'exploitation ont connu une augmentation de 3% (MXAF 562) à GXAF 22,9 principalement due au plein effet des accords salariaux de branche.

■ Les dotations aux amortissements sont en phase avec le programme d'investissement (-0,1 GXAF, TRO 95%).

■ Les dotations nettes aux provisions ont enregistré une forte progression (+ GXAF 2,9) à GXAF 6,8 due à la hausse des provisions sur créances clientèle (4.965 MXAF contre 1.405 MXAF en 2016), conséquence essentiellement des déclassements effectués en 2015 et 2016.

■ Le résultat net ressort à GXAF 10,8 (TRO 74%) soit une baisse de 15%, avec une progression du RBE moins importante que prévue sous l'effet d'une conjoncture difficile en 2017 et malgré l'effort de rationalisation des dépenses. Les états financiers des comptes à arrêter au 31 décembre 2017 sont les suivants :

BILANS COMPARÉS (en FCFA) au 31 décembre 2017

ACTIFS	NOTE	31/12/2017	31/12/2016	VARIATION
IMMOBILISATIONS	3	12 893 451 022	14 236 476 726	-9,4%
TITRES DE PARTICIPATION & TITRES IMMOBILISÉS	4	1 035 395 001	24 429 250 001	-95,8%
OPERATIONS DE CRÉDIT BAIL		7 254 239 461	5 554 438 566	30,6%
CRÉDITS À LA CLIENTÈLE	5	300 986 267 850	306 269 434 545	-1,7%
CHÈQUE ET EFFETS À RECOUVRER	6	11 504 584 614	7 464 444 606	54,1%
VALEURS REÇUES EN PENSION OU ACHETÉES FERME		0	0	
TITRES DE PLACEMENT	7	49 083 950 000	63 943 422 500	-23,2%
AUTRES OPERATIONS INTERBANCAIRES & DE TRESORERIE		145 154 625 876	110 097 567 773	31,8%
- A TERME (<i>Comptes À Terme Des Correspondants</i>)	8	41 095 537 776	38 150 532 282	7,7%
- A VUE	9	104 059 088 100	50 062 035 491	107,9%
- Prêts au jour le jour aux correspondants	10	0	21 885 000 000	-100%
- Créances douteuses sur les correspondants		0	0	
COMPTES DE REGULARISATION & DIVERS	11	6 514 999 706	6 755 173 107	-3,6%
TOTAL ACTIF		534 428 113 530	538 750 207 824	-0,8%

PASSIF	NOTE	31/12/2017	31/12/2016	VARIATION
CAPITAL		10 540 000 000	10 540 000 000	0,0%
RÉSERVES, REPORT À NOUVEAU & RÉSERVES LIBRES		21 737 550 577	19 837 576 302	9,6%
RÉSULTAT EN ATTENTE D'AFFECTION				
RESULTAT DE L'EXERCICE	23	10 783 498 768	12 691 880 275	-15,0%
SITUATION NETTE	12	43 061 049 345	43 069 456 577	0,0%
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	13	2 250 265 420	1 850 575 167	21,6%
PROVISIONS À CARACTÈRE GÉNÉRAL EN COUVERTURE	14	4 323 450 475	2 841 535 292	52,2%
AUTRES RESSOURCES PERMANENTES	15	2 586 076 824	2 942 374 824	-12,1%
TOTAL CAPITAUX PERMANENTS		52 220 842 064	50 703 941 860	3,0%
COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE	16	443 353 306 358	407 218 792 200	8,9%
COMPTES ÉLIGIBLES APRÈS ENCAISSEMENT	17	11 498 520 686	7 445 357 682	54,4%
VALEURS DONNÉES EN PENSION OU VENDUES FERMES	18	0	37 500 000 000	-100,0%
BANQUES & ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS		5 903 091 462	19 008 041 915	-68,9%
- A TERME	19	610 000 000	16 408 925 000	-96,3%
- A VUE	20	5 293 091 462	2 599 116 915	103,6%
COMPTES DE RÉGULARISATIONS & DIVERS	21	21 452 352 960	16 874 074 167	27,1%
TOTAL PASSIF		534 428 113 530	538 750 207 824	-0,8%

HORS BILANS COMPARÉS (en FCFA) au 31 décembre 2017

	NOTE	31/12/2017	31/12/2016	VARIATION
ENGAGEMENTS DONNÉS EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	22	118 531 804 436	111 329 599 117	6,5%
ENGAGEMENT DONNÉS EN FAVEUR DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS		41 611 226 612	29 738 485 598	39,9%
INTÉRÊTS & TAXES SUR CRÉANCES DOUTEUSES		29 724 115 229	28 316 692 567	5,0%
ENGAGEMENTS REÇUS DE LA CLIENTÈLE		473 190 633 046	303 895 181 889	55,7%
ENGAGEMENTS REÇUS DES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS		30 471 855 530	48 085 328 956	-36,6%
ENGAGEMENTS DE CRÉDIT BAIL		8 227 869 543	6 169 866 819	33,4%
EFFETS PUBLICS EN GUARANTIE DES OPÉRATIONS DU MARCHÉ MONÉTAIRE		50 978 750 000	48 700 000 000	4,7%
OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME		0	0	nd

COMPTES DE RESULTATS COMPARÉS (en FCFA) au 31 décembre 2017

LIBELLE	NOTE	31/12/2017	31/12/2016	VARIATION
Intérêt sur opération bancaire		27 631 156 492	26 029 889 952	6,2 %
Commissions sur services bancaires		23 081 247 221	21 734 225 449	6,2 %
Intérêts sur comptes de correspondants		10 336 226	12 050 008	-14,2%
Intérêts sur les opérations de crédit bail		3 412 651 992	2 527 044 219	35,0%
Produits bancaires (hors revenus sur titrisation)		54 135 391 931	50 303 209 628	7,6%
Intérêts servis aux clients et commissions bancaires		3 764 507 156	3 235 904 252	16,3%
Intérêts servis sur opérations de trésorerie		922 575 531	822 588 814	12,2%
Charges sur opérations bancaires diverses		1 310 713 288	1 181 509 567	10,9%
Charges sur opérations de crédit bail		3 176 329 052	2 230 089 795	42,4%
Charges bancaires		9 174 125 026	7 470 092 428	22,8%
Marge bancaire (hors revenus sur titrisation)		44 961 266 904	42 833 117 200	5,0%
Intérêts perçus sur titrisation		361 333 168	581 338 367	-37,8%
Marge bancaire nette (y compris revenus sur titrisation)		45 322 600 072	43 414 455 567	4,4%
Frais de personnel		9 886 779 780	9 522 292 455	3,8%
Impôts et taxes		756 029 165	883 038 612	-14,4%
Charges exploitation diverses		10 714 839 488	10 262 110 252	4,4%
Dotations aux amortissements		1 923 998 806	2 063 683 048	-6,8%
Total frais généraux		23 281 647 239	22 731 124 367	2,4%
Commissions nettes/ services non bancaires		0	0	
Résultat brut d'exploitation		22 040 952 833	20 683 331 200	6,6%
Dotations aux provisions sur créances douteuses		4 965 111 688	1 405 104 532	253,4%
Reprises provisions sur créances douteuses		677 987 184	365 707 391	85,4%
Dotations autres provisions risques et charges		1 905 035 010	1 796 834 011	6,0%
Reprises autres provisions risques et charges		43 618 447	238 096 240	-81,7%
Pertes sur créances		287 150 271	411 201 022	-30,2%
Reprises amortissements (écart de réévaluation)		356 298 000	368 487 704	-3,3%
Dotation nettes aux provisions		- 6 079 393 338	-2 640 848 229	130,2%
Résultat net d'exploitation (1)		15 961 559 495	18 042 482 971	-11,5%
Produits et pertes exceptionnels				
Produits et profits divers		158 307 861	558 196 192	-71,6%
CHarges exceptionnelles		221 582 503	928 475 630	-76,1%
Résultat exceptionnel (2)		- 63 274 642	-370 279 438	-82,9%
Résultat avant impôt = (1)+(2)		15 898 284 853	17 672 203 533	-10,0%
Impôt sur les sociétés		5 114 786 085	4 980 323 258	2,7%
Résultat net à affecter	23	10 783 498 768	12 691 880 275	-15,0%

4. Les perspectives économiques 2018

Les prévisions de croissance mondiale en 2018 et en 2019 ont été révisées à la hausse de 0,2 point, à 3,9 %, en raison d'une dynamique de croissance plus forte et des effets attendus des modifications de la politique fiscale américaine qui ont été approuvées récemment, et qui devraient stimuler l'activité.

De meilleures perspectives de la croissance mondiale, la prolongation de l'accord OPEP+ visant à limiter la production de pétrole et les tensions géopolitiques au Moyen-Orient ont orienté à la hausse les prix du pétrole brut. Ces derniers ont augmenté d'environ 20% entre août 2017 et la mi-décembre 2017 pour s'établir au-dessus de 60 dollars le baril.

La prévision de croissance pour les États-Unis a été révisée à la hausse (de 2,3% à 2,7% pour 2018) du fait d'une activité plus vigoureuse que prévue en 2017, d'une demande extérieure supérieure aux prévisions et de l'impact macroéconomique attendu de la réforme fiscale, en particulier l'abaissement des taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et la déduction temporaire pour le montant intégral de l'investissement.

Les taux de croissance pour beaucoup de pays de la zone euro ont été révisés à la hausse, en particulier pour l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas, en raison de l'affermissement de la demande intérieure et extérieure. Quant aux pays émergents et en développement d'Asie, ils enregistreront une croissance voisine de 6,5 % sur la période 2018-19, soit un rythme plus ou moins identique à celui de 2017. En Afrique subsaharienne, l'accélération de la croissance (de 2,7 % en 2017 à 3,3 % 2018 et à 3,5 % en 2019) correspond globalement à la révision à la hausse de la prévision de croissance pour le Nigéria, mais avec une croissance plus modérée en Afrique du Sud.

En ce qui concerne le Cameroun, le budget de 2018 s'inscrit dans la poursuite et l'amplification de la politique de développement économique, social et culturel sous-tendue par le Document de Stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE), ainsi que les stratégies sectorielles en

cohérence avec le programme économique et financier 2017-2019 conclu avec le FMI en juin 2017.

Le budget 2018 intègre également les actions contenues dans le second triennat de la modernisation des finances publiques (2016-2018).

D'un montant total de 4.513,5 milliards de F.CFA (en augmentation de 3,2% en valeur relative), la loi des finances 2018 repose sur les hypothèses suivantes :

- ▶ 4,2% de croissance du PIB,
- ▶ 2% maximum de taux d'inflation,
- ▶ 1,7% de déficit primaire du PIB.

Les grands projets porteurs du Cameroun sont les suivants ;

- Projet de construction du Port de Kribi (phase II), Coût: 322,4 GXAF.

- Projet SONATREL, Coût: 202,3 GXAF.

- Projet de développement du secteur des transports, Coût: 113,1 GXAF.

- Projet de logements sociaux Yaoundé, Coût : 101 GXAF.

Quant aux dépenses publiques, l'Etat s'est engagé à respecter le programme économique et financier conclu avec le FMI en juin 2017, qui prescrit entre autres la rationalisation des dépenses. Le projet de Loi des Finances 2018 tient compte de cet engagement avec une réduction du budget d'investissement public de 27 % à 1.024 GXAF, avec une orientation prioritaire vers les investissements à fort impact sur la croissance.

Le budget public est en hausse de 3% à 4 514 GXAF (+140 GXAF), tiré par le service de la dette (+300 GXAF) et les dépenses de fonctionnement (+136 GXAF), tenant compte de l'organisation des élections en 2018.

La masse monétaire devrait progresser de 5,7% en 2018 (vs 3,3% en 2017) d'après les prévisions du FMI, pour se situer à 4.743 Mds de FCFA, en lien avec les anticipations de croissance de l'activité économique en 2018. De même, le crédit au secteur privé devrait progresser de 9,3% en 2018 contre 5,8% en 2017.

e-banknet

Banking anytime, anywhere !

<https://www.ebanknet.scbcameroun.com>

OK

Interactive
Messaging

Transfers

Secured access

Account's
balance



SCB Cameroun

Groupe Attijariwafa bank

530 Rue du Roi George,
BP : 300 Douala Cameroun
Tél : [+237] 233 43 53 00

www.scbcameroun.net



04

Contacts







Contacts

DIRECTION GÉNÉRALE

530, Rue du Roi George

BP 300 Douala

Tél: 233 43 54 02 [Secrétariat DG]

233 43 54 00 / 33 43 53 00 [Standard]

Télex: CRELYCAM 55 208 KN et 56032 KN

SWIFT : BCMACMCX

SIÈGE SOCIAL

220, Avenue Mgr VOGT

BP 700 Yaoundé

Tél: 222 22 89 31 [Secrétariat Siège Yaoundé]

222 22 88 99 [Standard]

Télex: CRELYCAM 88213 KN et 88248 KN

DOUALA

BONANJO

Tél : 233 43 53 41

CENTRE D'AFFAIRES DLA

Tél: 233 43 53 41

LIBERTE

Tél : 233 43 01 36

NDONGBONG

Tél: 233 41 30 42

BONAMOISSADI

Tél: 233 47 89 22

BONABERI

Tél: 233 39 33 84

BANQUE PRIVEE DLA

Tél: 233 43 54 56

BONAKOUAMOUANG

Tél: 233 42 61 74

BESSENGUE

Tél: 233 41 51 20

CARREFOUR ANATOLE

Tél: 233 42 21 32

BONAPRISO

Tél: 233 42 27 92

CITE DES PALMIERS

Tél: 233 37 01 06

DAKAR

Tél: 678 07 48 85

LOGPOM

Tél: 698 80 98 14

BONAMIKENGUE

Tél: 233 42 23 15

YAOUNDE

VOGT

Tél: 222 22 89 32

HOTEL DE VILLE

Tél: 222 22 88 30

CENTRE D'AFFAIRES YDE

Tél: 222 28 92 8

DELTA

Tél: 222 22 03 78

BANQUE PRIVEE YDE

Tél: 222 22 88 34

MOKOLO

Tél: 222 22 88 22

KENNEDY

Té: 222 22 89 51

EKOUNOU

Tél: 222 30 52 46

ESSOS

Tél: 222 22 53 13

MARCHE CENTRAL

Tél: 222 22 58 65

ETOUDI

Tél: 222 21 86 15

NSAM

Tél: 699 78 39 88

BIYEM-ASSI

Tél: 222 31 08 13

CONTACTS AGENCES



SCB Cameroun

Groupe Attijariwafa bank

AUTRES VILLES

BERTOUA

Tél: 222 24 11 88

KUMBA

Tél: 233 35 53 24

BUEA

Tél: 233 32 21 53

BAMENDA

Tél: 233 36 19 01

NKONGSAMBA

Tél: 233 49 10 24

FOUMBOT

Tél: 233 44 70 03

OBALA

Tél: 222 32 00 74

GUIDER

Tél: 222 27 55 57

YAGOUA

Tél: 222 29 6 434

MEIGANGA

Tél: 650 55 28 62

BAFOUSSAM

Tél: 233 44 27 06

EDEA

Tél: 233 46 48 62

LIMBE

Tél: 233 33 23 38

GAROUA

Tél: 222 27 14 86

MAROUA

Tél: 222 29 10 96

NGAOUNDERE

Tél: 222 25 11 09

SANGMELIMA

Tél: 222 28 92 89

MBOUDA

Tél: 678 07 54 41

BAFANG

Tél: 678 07 49 67

AMBAM

Tél: 222 28 25 50

KRIBI

Tél: 233 46 10 75

KUMBO

Tél: 675 35 31 49

DSCHANG

Tél: 698 80 65 93

BAFIA

Tél : 243 52 55 79

EBOLOWA

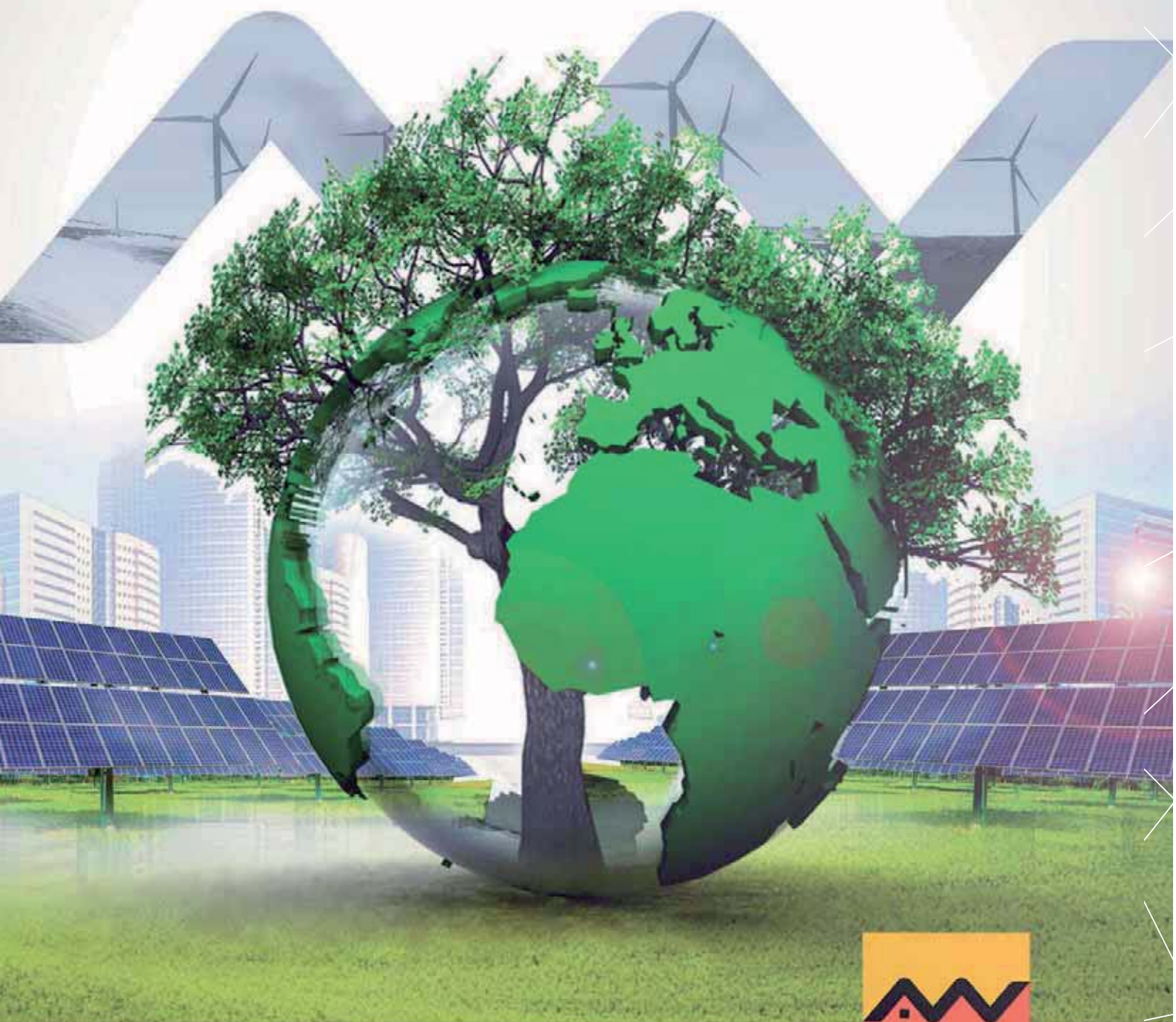
Tél: 222 28 30 24

KOUSSERI

Tél: 222 29 47 76

Crédit Ecologique

Nos énergies en commun
pour un développement durable



SCB Cameroun

Groupe Attijariwafa **bank**



SCB Cameroun
Groupe Attijariwafa **bank**

www.scbcameroun.net
contact_commercial@scbcameroun.com